

23.10.73

Son Altesse Royale
le Grand Duc
Palais Grand Ducal
LUXEMBOURG

Altesse Royale.

Par son communiqué du 17 septembre 1973, le Maréchal de la Cour a annoncé la visite officielle au Grand-Duché de son Excellence le Président de la République Fédérale d'Allemagne et Madame Gustav W. Heinemann pour le 27 au 29 novembre.

Bien avant cette publication notre fédération avait fait savoir et le confirme que les enrôlés de force se voient contraints à protester contre une telle visite. En effet, Monsieur Heinemann est le représentant officiel de la République Fédérale d'Allemagne dont le gouvernement refuse de reconnaître aux enrôlés de force luxembourgeois le qualificatif "victime du nazisme" avec toutes les conséquences qui en découlent.

Nous tenons à souligner une fois de plus que les enrôlés de force ne mettent nullement en cause la personne Heinemann, ni font-ils responsables les dirigeants actuels de Bonn pour les atrocités commises au Grand-Duché pendant la deuxième guerre mondiale. Mais ils doivent s'opposer résolument contre l'attitude prise par le gouvernement fédéral en réponse à la demande du gouvernement grand-ducal aux fins de reconnaître la qualification mentionnée ci-devant aux ressortissants luxembourgeois des classes 1920 à 1927.

L'enrôlement forcé de jeunes Luxembourgeois à la Wehrmacht, au RAD et KHD était une mesure politique prise par le Gauleiter G. Simon dans le but d'anéantir le peuple luxembourgeois qui s'opposait par tous les moyens à la germanisation. Voyant leurs efforts voués à l'échec, les dirigeants nazis eurent recours à d'autres mesures, plus draconiennes celles-là, à savoir: Exterminer le plus grand nombre possible de Grand-Ducaux dans les prisons, les camps de concentration, dans la déportation et surtout aux endroits de leurs fronts, où les combats furent les plus acharnés et les plus meurtriers. Par ces moyens ils entendaient arriver à nazifier le reste de la population luxembourgeoise, ou à défaut, à régner par le vide.

Le recrutement forcé, tel qu'il fut pratiqué par l'occupant du Grand-Duché est unique. Il ne peut être nullement comparé valablement à d'autres mesures illégales prises par les Allemands dans d'autres pays. Au Luxembourg cette déportation est devenue un problème national et presque la totalité des foyers est touchée. En absence de solutions satisfaisantes, il ne peut y avoir ni paix, ni pardon. Et sur la sérénité du partenaire allemand continuera à planer le spectre du doute et de la méfiance.

La jeunesse du temps de guerre, à laquelle, Monseigneur, Vous appartenez, a, aidée par de fidèles Luxembourgeois, résisté énergiquement à l'usurpateur. Les jeunes gens faisaient confiance à la justice et croyaient fermement en leur patrie. Dans les cachettes les plus secrètes et aux fronts infernaux ils emportaient leurs passe-port luxembourgeois, un ruban tricolore et le chapelet. Ils mouraient loin de leur patrie et bien trop souvent aux poteaux d'exécution en s'écriant: "Vive la Grande-Duchesse Charlotte!"

Le nombre des non-rentrés, des mutilés et des malades se chiffre par milliers.

Toutes ces pertes, tous ces sacrifices peuvent-ils être niés ou bagatellisés par la nation qui en fut à l'origine? Il est nullement compréhensible qu'un peuple qui accabla son petit voisin de façon aussi évidente fasse, 30 ans après la tragédie, des déclarations contraires à la vérité et aux faits historiques.

Pourquoi les Allemands recherchent-ils des faux-fuyants juridiques au lieu de faire preuve de bonne volonté pour arriver à l'ambiance d'un bon voisinage et de bonne entente?

Nous regrettons vivement que Vous soyez confronté avec une telle situation et qu'elle ne Vous soit épargnée. Vous-même appartenez aux classes incriminées et se sont Vos camarades morts pour la patrie, victimes du nazisme, en l'honneur et à la mémoire desquels fut érigé le Monument National au "Kanounenhiwel". Est-il possible qu'en ce lieu sacré, qui Vous est devenu particulièrement cher, vienne s'incliner devant nos sacrifiés le plus haut représentant du pays qui non seulement a causé tant de misère au Grand-Duché et ailleurs, mais refuse de réparer un crime affreux?

N'est-il pas alarmant que l'ombre de la méfiance, si non de répugnance plane sur cette Europe Unie en voie de construction? N'est-il pas horripilant qu'un partenaire impose sa volonté à un autre, réponde des contre-vérités historiques et fasse croire en invoquant des raisons économiques et matérialistes que tout l'amour porté par une génération entière à sa patrie, à sa dynastie ait été vain et futile?

Devons-nous comprendre et faire comprendre à nos enfants que nous étions la dernière des générations luxembourgeoises à avoir accepté les lourdes tâches de la défense des droits des gens, de l'honneur de la patrie et de la famille Grand-Ducale? Faut-il apprendre aux futures générations que, justement pour ces raisons, les enrôlés de force ont été bafoués trente ans durant? Nos dirigeants politiques Vous imposent-ils une visite et une contre-visite officielle avant-même que le problème de la jeunesse sacrifiée luxembourgeoise ait trouvé une solution équitable?

Voilà bien des questions brûlantes qui se posent à la veille de la visite officielle du président de la République Fédérale d'Allemagne, et auxquelles les enrôlés de force voudraient bien connaître les réponses.

Nous vous prions, Altesse Royale, de croire en
notre dévouement indéfectible et d'agréer nos
sentiments du plus haut respect.

Raymond Welter
secrétaire

Jos Weirich
président